



DOSSIER THEMATIQUE

Maltraitance

Juin 2023

Autrices

Marie Assaf

Doctorante en sciences politiques
Responsable de la coopération internationale

Claudia Marquet

Cheffe de projet

INTRODUCTION - LA RECHERCHE FACE A LA QUESTION DE LA MALTRAITANCE

Longtemps, le sujet de la maltraitance a principalement été associé aux enfants et aux femmes subissant des violences conjugales ou intrafamiliales. De récents scandales – comme celui des Ehpad du groupe Orpéa en France –, tout autant que les conditions de la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées durant la pandémie de Covid-19, ont conduit à une couverture médiatique du sujet sous un nouvel angle, invitant les gouvernements à agir. En France, l’annonce de l’ouverture des états généraux de la maltraitance le 6 mars 2023 par le Ministre des solidarités, de l’autonomie et des personnes handicapées, en est l’illustration.

Si la visibilisation du sujet de la maltraitance envers les personnes âgées et les personnes handicapées a pris du temps auprès du grand public, la structuration d’un champ de recherche traitant de ces sujets remonte à la fin des années 1980.

En effet, des chercheurs britanniques, étatsuniens et canadiens s’emparent du sujet dès les années 1970. Cela se traduit par l’émergence de réseaux de chercheurs et la publication de revues scientifiques. Parmi les grands thèmes encore discutés aujourd’hui, on retrouve la question de la définition de la maltraitance - notamment en-dehors des cadres traditionnels de réflexion autour des violences intrafamiliales -, la question de sa mesure - face à l’invisibilisation et la difficulté des individus à reconnaître et faire connaître leurs expériences de maltraitements -, mais aussi la nécessité de saisir des situations particulières, pouvant échapper aux cadres d’évaluation classiques, à travers des approches intersectionnelles par exemple. D’autres thèmes sont également investis par les chercheurs, tels que les stratégies de prévention et de prise en charge de la maltraitance, la prise en compte de la parole des personnes concernées, en particulier dans l’exercice de définition.

Ce dossier thématique propose de revenir, sous la forme de synthèse courte d’articles scientifiques, sur quelques apports de la recherche à l’international.

En mobilisant les travaux de chercheurs de différents pays et d’horizons disciplinaires variés, différentes voies d’analyse des expériences de maltraitements dont sont victimes les personnes âgées et les personnes handicapées se dessinent. La nécessité de s’orienter vers une approche structurelle plutôt qu’individuelle du problème apparaît, dans un contexte où la première est encore favorisée aujourd’hui, tant par les professionnels, que par certains décideurs publics. De plus, ces travaux donnent à voir des formes moins perceptibles de maltraitements, interrogeant les cadres normatifs dans lesquels évoluent ces populations, tels que l’âgisme ou le validisme.

SOMMAIRE

Introduction - La recherche face à la question de la maltraitance.....	1
Vers un « modèle social » de la maltraitance ?	3
Prévenir la maltraitance à plusieurs niveaux	4
Mesurer la maltraitance pour pouvoir agir	5
La permissivité de la « violence légale spécifique au handicap »	6
Repenser les enjeux de la violence domestique À l’aune de l’expérience handicapÉE	7
L’apport de l’approche intersectionnelle pour mieux comprendre les dynamiques de la maltraitance	8
Le concept de « continuum de la maltraitance » pour penser la violence ordinaire.....	9
Prendre en compte les spécificités de l’Âge dans les stratégies de prévention de la maltraitance	10
Bibliographie complémentaire	11

VERS UN « MODELE SOCIAL » DE LA MALTRAITANCE ?

Synthèse / Marie Beaulieu et Françoise Le Borgne-Uguen, « Maltraitance envers les aînés : contextualisation des terminologies, définitions et modes d'action », *Gérontologie et Société*, vol. 44, n°169, 2022, p. 9-21.

Charles Stannard publie en 1973 un article intitulé « Old Folks and Dirty Work : The Social Conditions for Patient Abuse in Nursing Home » (« Les personnes âgées et le sale boulot : les conditions sociales de la maltraitance dans les maisons de retraite ») dans la revue *Social Problem*. Cet article marque pour les autrices le début des études sur la maltraitance envers les personnes âgées.

Dès lors, tout un champ de recherche s'ouvre : quelle définition de la maltraitance retenir ? Comment évaluer ces situations ? Quelles stratégies de prévention et de lutte adopter ? Autour de quels types d'actions ? Etc.

Elles notent qu'une des tendances actuelles de la recherche sur cette thématique consiste à identifier des situations de vulnérabilités susceptibles de déboucher sur des maltraitements, plutôt que des personnes vulnérables pouvant être maltraitées. Cela permet de ne pas considérer la maltraitance du seul point de vue individuel, mais collectif. Ce mouvement rappelle celui opéré dans le champ des études sur le handicap où le modèle social du handicap met en avant le rôle joué par les facteurs environnementaux pour expliquer la situation de handicap.

Cette perspective peut permettre de résoudre la difficile construction d'une compréhension commune du phénomène par la mobilisation d'une diversité d'acteurs susceptibles de penser en commun la maltraitance comme « un ensemble d'épreuves relationnelles » qu'il s'agit d'analyser dans différents contextes.

Marie Beaulieu est Professeure associée à l'Université de Sherbrooke (Canada) ; elle est spécialiste de la maltraitance envers les personnes âgées. **Françoise Le Borgne-Uguen** est Professeure des universités à l'Université de Bretagne Occidentale (France) ; ses travaux portent sur la sociologie de la famille et la gérontologie.

PREVENIR LA MALTRAITANCE À PLUSIEURS NIVEAUX

Synthèse / Amanda Phelan et Deirdre O'Donnell, « An Ecological Perspective on Elder Abuse Interventions », in Amanda Phelan, dir., *Advances in Elder Abuse Research. Practice, Legislation and Policy*, New-York, Springer, 2020, p. 193-221.

Le cercle familial est un premier espace où déployer des actions de lutte contre les maltraitements. Les thérapies familiales ont fait la preuve de leur efficacité, sous réserve de s'accompagner de visites à domicile par des travailleurs sociaux ou la police. Ce type de dispositif suppose une coordination des acteurs, et des moyens financiers dédiés.

Au-delà du cercle familial, conduire des actions de formation à destination des acteurs constituant l'environnement social des personnes victimes de maltraitance est jugé utile. Cela favorise leur compréhension du sujet, sa détection et sa prévention. Plus que de la sensibilisation ou des formations obligatoires, les formats vidéos, y compris très courts, apparaissent plus efficaces, notamment pour un public de professionnels.

Cet environnement social susceptible d'être mobilisé lors d'actions de prévention est à penser de manière élargie. L'exemple est donné de la *Fiduciary Abuse Specialist Team* (Los Angeles) spécialisée dans la lutte contre les maltraitements financiers. Elle réunit établissements bancaires et travailleurs sociaux. Elle peut geler des comptes et mener des enquêtes. Ce type d'initiatives participe d'une meilleure visibilité du phénomène de maltraitance dans des institutions qui y sont peu sensibilisées.

A une autre échelle, mettre en place des instances de coordination reposant sur une gouvernance claire, et réunissant des acteurs aux expertises diverses, est pertinent. L'exemple est donné de la *Team Elder Mistreatment Project* mise en place dans le comté de Summit (Colorado), qui réunit des gériatres, travailleurs sociaux, enquêteurs des cours de justice, le bureau du sheriff et le service en charge de la protection des adultes. C'est un espace d'échange et d'interconnaissance qui facilite le travail collaboratif.

De manière plus structurelle, aborder l'enjeu de la maltraitance envers les personnes âgées en mobilisant une approche par les droits permet de le réinscrire dans le cadre plus général de la lutte contre toutes les formes de violence (envers les femmes, les enfants, etc.), et donc de ne pas systématiquement considérer comme spécifique tout ce qui s'y joue, et les réponses à construire.

Amanda Phelan est Professeure en études sur le vieillissement au Trinity College (Irlande). **Deirdre O'Donnell** est Professeure associée en études sur les systèmes de santé à l'Université de Dublin (Irlande).

MESURER LA MALTRAITANCE POUR POUVOIR AGIR

Synthèse / Delphine Roulet Schwab, « Lutte contre la maltraitance des aînés en Suisse : bilan et analyse critique », *Gérontologie et Société*, vol. 44, n°169, 2022, p. 131-146.

En Suisse, il n'existe pas de définition partagée de la maltraitance adoptée à l'échelle fédérale. Côté allemand, c'est le terme de violence qui est retenu (*Gewalt*), en lien avec les violences domestiques, mettant l'accent sur le caractère délictuel, et la répression. Dans les régions francophones et italophones, c'est le terme de maltraitance qui est préféré (*maltrattamento* en italien), en lien avec l'établissement d'une relation de pouvoir résultant d'une forme d'abus.

Ainsi, le pays dispose de données morcelées, pas toujours comparables à l'échelle nationale, pour appréhender la réalité du phénomène de maltraitance envers les personnes âgées. De plus, dans ces données, issues de divers producteurs autour des thématiques de criminalité, de santé publique, de vécu des victimes, etc., les personnes de plus de 65 ans sont trop souvent sous-représentées, participant d'une invisibilisation relative de la réalité du phénomène.

Bien qu'incomplètes, les données disponibles mettent tout de même en lumière certaines spécificités de la maltraitance envers les personnes âgées. Celles-ci seraient davantage concernées par des formes de violences psychologiques ou financières, et des atteintes à leur liberté et leur autonomie. Mais ces formes de maltraitance sont encore trop peu prises en charge par les dispositifs existants, tendant là encore à invisibiliser cette réalité qui ne peut alors pas faire l'objet d'un processus de politisation, c'est-à-dire devenir un enjeu de politique publique.

Delphine Roulet Schwab est Professeure au Laboratoire d'enseignement et de recherche vieillissement et santé à l'Institut et haute école de la santé La Source à Lausanne (Suisse) ; ses travaux portent sur les questions de maltraitance des aînés, d'âgisme et de violence au sein des couples âgés.

LA PERMISSIVITE DE LA « VIOLENCE LEGALE SPECIFIQUE AU HANDICAP »

Synthèse / Jessica R. Cadwallader, Claire Spivakovsky, Linda Steele et Dinesh Wadiwel, « Institutional Violence against People with Disability: Recent Legal and Political Developments », *Current Issues in Criminal Justice*, vol. 29, n°3, 2018, p. 259-272.

L’Australie a connu dans les années 1980 à 2000 un mouvement de désinstitutionalisation important. Pour autant, les personnes handicapées sont encore très nombreuses à vivre en institution. Les maltraitements qu’elles y subissent sont multiples (financières, physiques, psychologiques, sexuelles), et régulièrement documentées. Cependant, elles sont peu dénoncées, et sous-estimées dans un contexte où la chaîne de signalement fait intervenir une diversité d’acteurs rendant très complexe le dépôt de plainte.

Partant de ce constat, les auteurs interrogent la nature des leviers susceptibles de faire évoluer l’action publique sur ces sujets. Elles notent que les rapports, dont les publications ont rythmé la dernière décennie, sont sans effets structurels. Bien que rassemblant des éléments de diagnostic sans appel, des analyses, des témoignages ou encore des propositions d’actions, ils échouent à déboucher sur des réponses concrètes du côté de l’action publique. A l’inverse, les commissions d’enquêtes, ou les rapports internationaux, semblent de nature à influencer davantage l’action publique, en mettant en exergue les limites structurelles du système australien.

Ainsi, l’Australie se caractérise par une « violence légale spécifique au handicap » (*disability-specific lawful violence*). Ce terme désigne la permissivité légale envers des formes de maltraitance qui, si elles concernaient d’autres populations que les personnes handicapées, seraient considérées comme des actes de violence devant être traduits en justice. Cette situation résulte de l’approche médicale du handicap encore largement répandue, qui considère comme « normal » certaines formes de coercition.

Jessica R. Cadwallader est universitaire indépendante (Australie) ; elle travaille sur les mécanismes de violence dont sont victimes les personnes handicapées. **Claire Spivakovsky** est Professeure à l’Université de Monash (Australie) ; elle est spécialiste des études critiques du handicap. **Linda Steele** est Professeure de droit à l’Université Technologique de Sydney (Australie) ; ses travaux se situent à l’intersection du droit et de la justice sociale dans le domaine du handicap. **Dinesh Wadiwel** est Professeur de sciences politiques à l’Université de Sydney (Australie) ; il est spécialisé dans la question des droits des personnes handicapées.

REPENSER LES ENJEUX DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE À L'AUNE DE L'EXPERIENCE HANDICAPÉE

Synthèse / Jennifer Nixon, « Defining the Issue: The Intersection of Domestic Abuse and Disability », *Social Policy & Society*, vol. 8, n°4, 2009, p. 475-485.

Pour la *National Coalition Against Domestic Violence* (NCADV, Etats-Unis), la violence domestique « résulte de l'usage de la force ou de la menace afin d'asseoir un contrôle sur les autres dans un cadre de relations intimes ». Au Royaume-Uni, la violence domestique correspond pour le *Home Office* « à tout comportement menaçant, des formes de violence ou de maltraitance entre adultes qui ont ou qui ont entretenu une relation, ou entre des membres d'une même famille, qu'importe le genre ou l'orientation sexuelle ».

Au regard de ces définitions, prendre en compte l'expérience handicapée dans le cadre de la lutte contre les violences suppose de repenser les frontières de la sphère de l'intime, mais également la définition traditionnelle de la maltraitance induite par les violences domestiques entre hommes et femmes. La relation avec un professionnel ou un aidant (un membre de la famille ou pas), peut être considérée comme une relation intime, compte tenu de la nature de l'aide apportée (aide à la toilette, à l'habillage, à différents actes de la vie quotidienne). Pour autant, cette aide n'est pas organisée autour de dynamiques romantiques ou sexuelles.

Ainsi, l'autrice suggère de retenir une définition qui laisse « de la place pour adresser les dynamiques complexes de soin de même que les abus potentiels qui peuvent prendre forme en-dehors des dynamiques genrées dominantes dans lesquelles les hommes perpétuent des violences envers les femmes ».

Jennifer Nixon est titulaire d'un doctorat en sciences sociales appliquées et d'un master en anthropologie (Royaume-Uni) ; ses travaux portent sur la violence domestique, le handicap, et les enfants en situation de risque, et s'intéressent aux stratégies politiques développées pour répondre à ces enjeux.

L'APPORT DE L'APPROCHE INTERSECTIONNELLE POUR MIEUX COMPRENDRE LES DYNAMIQUES DE LA MALTRAITANCE

Synthèse / Sue Westwood, « Abuse and older lesbian, gay, bisexual, and trans (LGBT) people : a commentary and research agenda », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 31, n°2, 2019, p. 97-114.

Il est encore difficile de saisir la réalité de la maltraitance envers les personnes âgées LGBTQ (lesbienne, gai, bisexuel, transgenre, queer), tant ces dernières ont été habituées à conduire des « vies cachées » (*hidden lives*), ou ont connu tout au long de leur parcours de vie des stigmatisations et des violences homophobes.

Bien que des travaux traitent de plus en plus des violences domestiques au sein des couples LGBTQ, peu nombreux sont ceux qui étudient le vieillissement de cette population, et les enjeux spécifiques qu'il peut soulever.

Du côté du cercle familial, l'avancée en âge peut s'accompagner de formes de « vengeances abusives » (*revenge abuse*). En effet, le coming out, en ce qu'il remet en cause le cadre familial hétéronormé, peut être mal vécu par les enfants, avec des répercussions négatives sur la relation d'aide lorsque celle-ci survient.

Au-delà du cercle familial, c'est également l'environnement social et les mécanismes de rejets qui s'y jouent qu'il faut étudier et sur lesquels il faut construire des actions de prévention et de lutte contre la maltraitance. Les institutions de soin par exemple ont hérité de pratiques et de discours de médicalisation de l'homosexualité et de la transidentité. Des craintes se manifestent aussi du côté des forces de l'ordre qui, historiquement, ont agi comme force de répression de cette minorité. Ce manque de confiance envers les institutions au cœur des dispositifs de prise en charge peut participer d'une invisibilisation des situations de maltraitance.

Enfin, il est important de développer une approche intersectionnelle des enjeux liés à la maltraitance faisant toute sa place à la question de l'identité sexuelle des personnes, et non pas seulement à leur âge, leur sexe ou leur race, ceci afin de repenser les modes de prise en charge, la formation des personnes y participant, les éléments de communication autour de ces enjeux, etc.

Sue Westwood est Maîtresse de conférences à l'Université de York (Royaume-Uni) ; ses recherches portent sur le vieillissement et ses intersections avec les enjeux juridiques, générés et sexuels.

LE CONCEPT DE « CONTINUUM DE LA MALTRAITANCE » POUR PENSER LA VIOLENCE ORDINAIRE

Synthèse / Andrea Hollomotz, « Disability, Oppression and Violence : Towards a Sociological Explanation », *Sociology*, vol. 47, n°3, 2012, p. 477-493.

Pour pallier les difficultés liées à la définition de la maltraitance, l'auteur propose de mobiliser le concept de « continuum de la maltraitance » (*continuum of violence*). Il permet de visibiliser des formes de maltraitance considérées comme banales ou ordinaires.

Par exemple, ne pas pouvoir choisir ses vêtements, le menu de ses repas, la nature de ses loisirs, etc. n'est pas perçu comme maltraitant, dès lors que la personne n'est pas jugée en capacité de faire ses propres choix, ou que les moyens ne lui sont pas donnés pour les formuler.

Ainsi, au point de départ du décalage entre ce qui peut être considéré comme maltraitant selon que la personne concernée soit ou non handicapée, l'auteur place l'attribution de la catégorie de handicap à une différence perçue qui fait basculer l'individu dans des cadres sociaux-historiques stigmatisants nourrissant l'invisibilisation de certaines formes de maltraitance, et leur justification. Par exemple, l'idée d'une plus grande tolérance, perçue et imposée aux personnes handicapées, à la violence physique, psychologique ou sexuelle.

Dès lors, il est nécessaire de redonner la parole aux personnes concernées pour recueillir leurs expériences de ce qu'elles considèrent, ou non, comme de la maltraitance. Il faut que cette parole soit entendue et considérée, ce qui suppose de sortir les personnes handicapées des relations de pouvoir et des relations personnelles non équilibrées avec leur entourage direct ou, plus largement, la société.

Andrea Hollomotz est Maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Leeds (Royaume-Uni) ; ses travaux s'inscrivent dans le champ des études sur le handicap, et s'intéressent plus précisément aux violences domestiques et sexuelles en lien avec le concept de vulnérabilité.

PRENDRE EN COMPTE LES SPECIFICITES DE L'ÂGE DANS LES STRATEGIES DE PREVENTION DE LA MALTRAITANCE

Synthèse / Lorna Montgomery et Gemma M. Carney, « Elder Abuse », 9e chapitre du livre de Sandra Torres et Sarah Donnelly, dir., *Critical Gerontology for Social Workers*, Bristol University Press, 2022, p. 130-145.

C'est dans les années 1970 que la question de la maltraitance envers les personnes âgées, et les enjeux qu'elle soulève, émerge dans le débat public en Australie, au Canada et aux Etats-Unis. Plus tard, dans les années 1990, se multiplient les efforts de catégorisation des formes de maltraitements (tout public confondu - sexuelle, physique, financière, psychologique, institutionnelle et discriminatoire), débouchant sur des stratégies de « protection des adultes » (*adult safeguarding*). Pour les autrices, ces stratégies prennent insuffisamment en compte les spécificités liées à l'âge.

Pour agir efficacement contre la maltraitance envers les personnes âgées, elles invitent à penser ce phénomène non pas du seul point de vue individuel, mais également structurel. L'enjeu est de saisir et d'analyser les normes culturelles et sociales influant sur ces phénomènes et d'identifier les leviers pour lutter contre.

De plus, les mesures de prévention et d'accompagnement, qu'elles soient individuelles ou collectives, doivent tenir compte des parcours de vie et des caractéristiques sociales des personnes avançant en âge. Au fil des années, elles peuvent se retrouver dans des situations caractérisées par une accumulation de désavantages hérités du passé, propices au développement ou à la poursuite de certaines formes de maltraitance.

Enfin, les autrices encouragent les professionnels à construire un agenda de prévention qui les place en avocats du changement. Il s'agit d'une prise en charge en amont, articulée autour de formations, d'actions de sensibilisation, mais également d'une réflexion plus large sur les structures politiques et sociales propices à l'émergence et au développement d'actes de maltraitance. Celui-ci doit s'établir autour d'une démarche consentie, d'*empowerment* et de respect des droits, centrée sur la personne concernée.

Lorna Montgomery est professeure associée à la Queen's University à Belfast (Irlande) ; ses recherches portent sur les enjeux de travail social et de protection des adultes.

Gemma Carney est Professeure à la Queen's University à Belfast (Irlande) ; elle s'intéresse aux enjeux de vieillissement avec une approche interdisciplinaire.

BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

T.H Aker et M.S Johnson, « Interviewing alleged victims with mild and moderate intellectual disabilities and autism: A field study of police-investigated cases of physical and sexual abuse in a Norwegian national sample », *Journal of Intellectual Disability Research*, vol. 64, n°10, 2020, p. 782-792.

Edward F. Ansello et Peggy O'Neill, « Abuse, Neglect, and Exploitation: Considerations in Aging With Lifelong Disabilities », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 22, n°1-2, 2010, p. 105-130.

Rosemary Calderbank, « Abuse and Disabled People: vulnerability or social indifference? », *Disability & Society*, vol. 15, n°3, 2000, p. 521-534.

Bridget Garnham et Lia Bryant, « Epistemological erasure : The subject of abuse in the problematization of 'elder abuse' », *Journal of Aging Studies*, vol. 41, 2017, p. 52-59.

Michèle Charpentier et Maryse Soulières, « Elder Abuse and Neglect in Institutional Settings: The Resident's Perspective », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 25, n°4, 2013, p. 339-354.

Miri Cohen, Sarah Halevy-Levin, Roni Gaglin, Dana Priltuzky et Gideon Friedman, « Elder abuse in long-term care residences and the risk indicators », *Aging & Society*, 2010, vol. 30, n°6, p. 1027-1040.

Linda Dahlberg, « Getting Ahead of the Curve to Prevent Elder Mistreatment in the United States », *Journal of the American Society on Aging*, vol. 44, n°1, 2020, p. 103-105.

Peter Mark Halladay et Charlene Harrington, « Scandals of abuse: policy responses in intellectual disabilities », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 35, n°1-2, 2015, p. 107-124.

Y.S Kamavarapu, Michael Ferriter, S. Morton et B. Völlm, « Institutional abuse – Characteristics of victims, perpetrators and organisations: a systematic review », *European Psychiatry*, vol. 40, 2017, p. 45-54.

Campbell Killick, Brian J. Taylor, Emer Begley, Janet Carter Anand et Marita O'Brien, « Older People's Conceptualization of Abuse: A systematic Review », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 27, n°2, 2015, p. 100-120.

Mengting Li, Ruijia Chen et Xinqi Dong, « Elder Mistreatment », *Journal of the American Society on Aging*, vol. 44, n°1, 2020, p. 20-25.

Bente Lilljan Lind Kassag, Alexander Kwesi Kassah et Tete Kobla Agbota, « Abuse of physically disabled women in Ghana: its emotional consequences and coping strategies », *Disability and Rehabilitation*, vol. 36, n°8, 2014, p. 665-671.

Jennifer M. Mays, « Feminist disability theory: domestic violence against women with a disability », *Disability & Society*, vol. 21, n°2, 2006, p. 147-158.

Michelle McCarthy, Siobhan Hunt et Karen Milne-Skillman, « I know it was Every Week, but I Can't be Sure if it was Every Day: Domestic Violence and Women with Learning Disabilities », *Journal of Applied Research in Intellectual Disabilities*, vol. 30, n°2, 2017, p. 269-282.

Amanda Phelan, dir., *Advances in Elder Abuse Research. Practice, Legislation and Policy*, vol. 24, New-York, Springer, 2020.

Amanda Phelan, Deidre O'Donnell et Sandra McCarthy, « Financial abuse of older people by third parties in banking institutions: a qualitative exploration », *Ageing & Society*, 2021, p. 1-22.

Elizabeth Podnieks, Bridget Penhale, Thomas Goergen, Simon Biggs et Donghee Han, « Elder Mistreatment: An International Narrative », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 22, n°1-2, 2010, p. 131-163.

Kate Rossiter et Jen Rinaldi, *Institutional violence and disability. Pushing conditions*, New-York, Routledge, 2019.

Sonali Shah et Caroline Bradbury-Jones, dir., *Disability, Gender, and Violence over the Life Course. Global Perspectives and Human Rights Approaches*, New-York, Routledge, 2018.

Sonali Shah, Lito Tsitsou et Sarah Woodin, « 'I can't forget': Experiences of violence and disclosure in the childhoods of disabled women », *Childhood*, vol. 23, n°4, 2016, p. 521-536.

Mala Kapur Shankardass, dir., *International Handbook of Elder Abuse and Mistreatment*, New-York, Springer, 2020.

Stacy Clifford Simpican, « Care, Disability, and Violence: Theorizing Complex Dependency in Eva Kitay and Judith Butler », *Hypatia*, vol. 30, n°1, 2015, p. 217-233.

Hrafnhildur Snaefridar-Gunnarsdottir, Rannveig Traustadottir, Thorgerdur Einarsdottir et James G. Rice, « Through an Intersectional Lens: Prevalence of Violence Against Disabled Women in Iceland », *Violence Against Women*, vol. 0, 2023, p. 1-21.

Pamela Teaster, Tenzin Wangmo et Georgia Anetzberger, « A Glass Half Full: The Dubious History of Elder Abuse Policy », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 22, n°1-2, 2010, p. 6-15.

Pamela B. Teaster et Tenzin Wangmo, « Kentucky's Local Elder Abuse Coordinating Councils: A Model for Other States », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 22, n°1-2, 2010, p. 191-206.

Amy Warren et Barbara Blundell, « Addressing elder abuse in rural and remote communities: social policy, prevention and responses », *Journal of Elder Abuse & Neglect*, vol. 31, n°4-5, 2019, p. 424-436.

Molly Wolf, Nancy Kusmaul et Brooke Mucha, « It gets better: childhood sexual abuse and trauma symptoms in female older adults », *Journal of Women & Aging*, vol.34, n°6, 2022,p. 800-809.

Yongjie Yon, Christopher Mikton, Zachary D. Gassoumis et Kathleen H. Wilber, « The Prevalence of Self-Reporter Elder Abuse Among Older Women in Community Settings », *Trauma, Violence & Abuse*, vol. 20, n°2, 2020, p. 245-259.

